Le Conseil,

Vu le rapport du 3 juin 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous présente les rapports annuels de 1997 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a institué un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable présenté par monsieur le président de la communauté urbaine à l'assemblée délibérante et destiné notamment à l'information des élus et des usagers.

Ce rapport doit être présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le texte et l'avis du conseil de communauté sont mis à la disposition du public.

Le décret d'application n° 95-635 du 6 mai 1995 précise qu'il est présenté de la même manière un rapport pour le service public de l'assainissement.

Le conseil municipal de chaque commune membre dont les services d'assainissement et/ou d'eau potable sont gérés par la Communauté urbaine, est destinataire des rapports annuels adoptés par la Communauté urbaine que le maire présente en communication au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

En conséquence, je vous présente aujourd'hui les rapports de 1997 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement établis conformément aux indicateurs techniques et financiers prévus par le décret du 6 mai 1995.

Pour le service public de l'eau potable, l'année 1997 a été marquée par la mise en oeuvre des dispositions des avenants conclus avec les fermiers à la suite de la seconde renégociation quinquennale des contrats d'affermage :

- adaptation de la structure tarifaire,
- baisse du prix du mètre cube d'eau potable de 0,50 F HT au 01/01/97.

Au cours de cette année, ont été rédigés et adaptés les trois protocoles techniques prévus :

- pour la présentation et la lisibilité des comptes de l'exploitation des sociétés fermières,
- sur les modalités techniques de gestion des captages en secours actif,
- pour l'intervention des services de la Communauté et du fermier en matière de réseaux secondaires et tertiaires.

La Communauté urbaine s'est engagée, en 1997, dans les études des zonages d'assainissement et de maîtrise des eaux pluviales en parallèle à la procédure de révision des POS menée par elle-même. Elle s'est également organisée pour assurer le contrôle des installations privatives d'assainissement.

La Communauté a poursuivi, en 1997, sa politique d'investissements dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Les principales opérations financées sont détaillées dans le rapport. Ce programme d'investissements de la Communauté urbaine, pour 1997, s'inscrit dans le cadre du contrat d'agglomération, signé le 13 novembre 1997 avec l'Agence de l'eau dans le cadre de son septième programme de 560 MF d'aides sur la base d'un programme d'investissements communautaires de 1,45 milliard de francs ;

B - Propose d'adopter les rapports annuels qui lui sont présentés sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement au titre de l'année 1997 ;

Vu le présent dossier ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;

Vu le décret d'application n° 95-635 en date du 6 mai 1995 ;

Vu le contrat d'agglomération signé avec l'Agence de l'eau le 13 novembre 1997 ;

Ouï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

Adopte les rapports annuels qui lui sont présentés sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement au titre de l'année 1997.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,